

ENTRETIEN AVEC LE PÈRE GÉNÉRAL DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS

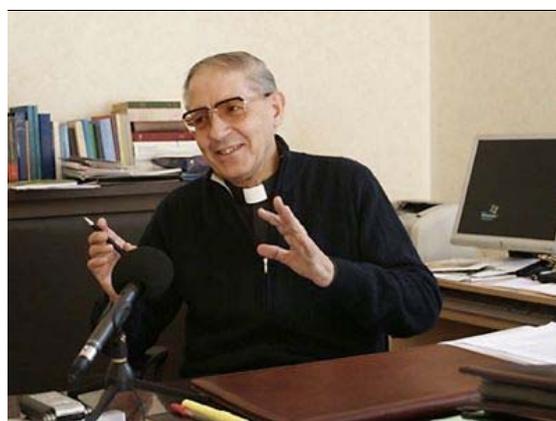
Qui a donné l'autorisation aux États-Unis ou à la France d'agir contre le peuple syrien ?

par Adolfo Nicolas

Pour le supérieur général des Jésuites, en envisageant de bombarder la Syrie pour faire respecter le droit international, les États-Unis et la France s'arrogent une responsabilité qu'ils n'ont pas et violent précisément le droit international. Washington et Paris envisagent de conduire l'humanité vers la barbarie.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 6 SEPTEMBRE 2013

ESPAÑOL ENGLISH



Père Adolfo Nicolas

Question : *Le Saint Père est sorti du protocole habituel pour parler en faveur de la paix en Syrie. Que pensez-vous de ce sujet ?*

Père Adolfo Nicolas : Je n'ai pas l'habitude de commenter les situations internationales ou les affaires politiques. Mais, dans le cas présent, nous sommes devant une situation humanitaire qui déborde les limites normales pouvant justifier le silence. J'avoue, je dois le dire, ne pas comprendre qui a donné l'autorisation aux

États-Unis ou à la France d'agir contre un pays d'une manière qui, sans nul doute, ajoutera aux souffrances d'une population qui a déjà souffert plus qu'il n'est imaginable. La violence ou les interventions violentes comme celles qui se préparent ne sont justifiables que comme des moyens ultimes utilisés d'une manière telle qu'ils n'atteignent que les seuls coupables. Dans le cas d'un pays, cela est totalement impossible, et c'est pourquoi ce recours à la force m'est totalement inacceptable. Nous jésuites, nous appuyons l'action du Saint Père à 100 % et désirons du fond de notre cœur que l'action punitive annoncée n'ait pas lieu.

Q. Mais le monde n'a-t-il pas la responsabilité de faire quelque chose contre ceux qui abusent de leur pouvoir par des actions contre leur propre peuple, comme dans le cas d'un gouvernement qui utilise les armes chimiques dans un conflit ?

Père Adolfo Nicolas : Cette demande recouvre trois questions, qu'il convient de séparer clairement.

La première porte sur le fait que tout abus de pouvoir doit être condamné et rejeté. Avec tout le respect que j'ai pour le peuple des États-Unis, je crois que l'usage précis de la force qui se prépare actuellement est en lui-même un abus de pouvoir. Les États-Unis d'Amérique doivent cesser d'agir et de réagir comme s'ils étaient le « grand frère » d'un quartier qui s'appellerait le monde. Une telle attitude conduit inévitablement à des abus, à des chocs violents et à des démonstrations de force devant les membres les plus faibles de la communauté.

La deuxième est que, si des armes chimiques ont été utilisées, il faut encore satisfaire à l'obligation de montrer au monde, de manière claire, que cet usage est le fait d'un côté du conflit, et non pas de l'autre. Il ne suffit pas qu'un membre du gouvernement du pays qui désire attaquer dise qu'il en a la conviction. Il faut démontrer au monde qu'il en est ainsi, sans laisser quelque doute que ce soit, afin que le monde puisse faire confiance à ce pays. Cette confiance n'existe pas actuellement, et les spéculations ont déjà commencé sur les visées ultérieures que les États-Unis pourraient avoir dans ce projet d'intervention.

La troisième est que les moyens considérés comme appropriés

pour punir l'abus commis à l'origine (une fois que l'on a montré que tel est bien ce qui s'est passé) ne blessent pas à nouveau les mêmes personnes, déjà victimes. L'expérience du passé nous apprend que cela est impossible (quand bien même on désignerait les victimes par l'euphémisme « dommages collatéraux »). Le résultat est qu'augmente la souffrance des citoyens ordinaires innocents et étrangers au conflit. Nous savons tous que le grand souci des sages et des fondateurs religieux de toutes les traditions et cultures est : « comment alléger la souffrance humaine ? » Il est très préoccupant que, au nom de la justice, nous planifions une attaque qui va augmenter la souffrance des victimes.

Q. Vous n'êtes pas particulièrement dur contre les États-Unis ?

Père Adolfo Nicolas : Je ne le crois pas. Je n'ai aucun préjugé contre ce grand pays et, en ce moment même, je travaille avec des jésuites de ce pays dont j'estime beaucoup les avis et l'aide. Je n'ai jamais eu de sentiments négatifs à l'égard des États-Unis, un pays que j'admire énormément pour beaucoup de raisons, parmi lesquelles son ardeur au travail, sa spiritualité et sa pensée. Ce qui me soucie le plus est que précisément ce pays, que j'admire sincèrement, soit proche de commettre une grande erreur. Et je pourrais dire quelque chose de semblable à propos de la France : un pays qui a été un véritable guide pour l'esprit et l'intelligence, qui a contribué de grande manière à la civilisation et la culture, et qui est maintenant tenté de conduire l'humanité à faire marche arrière vers la barbarie, et cela en contradiction ouverte avec tout ce qu'il a représenté durant bien des générations. Que ce soit ces deux pays qui s'unissent aujourd'hui pour une aventure aussi horrible est l'un des éléments de la colère éprouvée en bien des pays du monde. Ce n'est pas le fait d'attaquer que nous craignons ; ce qui nous atterre, c'est la barbarie vers laquelle nous sommes conduits.

Q. Et pourquoi parler ainsi maintenant ?

Père Adolfo Nicolas : Parce que le problème se pose maintenant. Parce que le Saint Père prend des mesures extraordinaires pour nous rendre conscients de l'urgence du moment. Avoir déclaré la journée du 7 septembre comme temps de jeûne pour la paix en

Syrie est une mesure extraordinaire [1], et nous voulons nous unir à cette initiative. Nous pouvons nous rappeler que, dans un passage de l'*Évangile*, les disciples n'étaient pas parvenus à libérer un jeune du mauvais esprit, et Jésus leur dit : « Ce type d'esprit ne peut sortir que par la prière et le jeûne ». Il m'est très difficile d'accepter qu'un pays qui se considère chrétien – ou en tout cas qui fait référence à ce nom – ne puisse envisager que l'action militaire lorsqu'il se trouve face à une situation de conflit, au risque de conduire le monde, à nouveau, vers la loi de la jungle.

Adolfo Nicolas

[1] « [Angélus du pape François annonçant une journée de jeûne et de prière pour la paix en Syrie](#) », par Pape François, *Réseau Voltaire*, 1er septembre 2013.

Source : « [Qui a donné l'autorisation aux États-Unis ou à la France d'agir contre le peuple syrien ?](#) », par Adolfo Nicolas, *Réseau Voltaire*, 6 septembre 2013, www.voltairenet.org/article180116.html